



TABLE RONDE AVIATION : DROITS SOCIAUX, BASE DE STABILITÉ!

Aujourd'hui, la ministre de l'Emploi Monica De Coninck et le secrétaire d'État à la mobilité Melchior Wathelet organisent une table ronde de l'aviation. L'aéroport est un environnement hyper concurrentiel dans lequel différents acteurs jouent un rôle : les entreprises aériennes et de manutention, mais aussi les autorités aéroportuaires. Dans un tel contexte, les travailleurs sont souvent les dupes de la bataille concurrentielle. Lors de cette table ronde, la FGTB (UBT et SETCa) a souligné l'importance de droits sociaux fondamentaux forts et avance un certain nombre de solutions concrètes.

L'arrivée de la compagnie irlandaise à bas prix Ryanair a mis en exergue une évolution en cours depuis des années à Zaventem. La concurrence est impitoyable au niveau des prix. Ceci vaut non seulement pour les compagnies aériennes, mais aussi pour toutes les activités économiques autour d'elles : manutentionnaires de bagages, catering, équipes de nettoyage... Les entreprises n'hésitent pas à faire à privilégier cet aspect aux dépens des conditions de travail et de rémunération du personnel.

« Si vous mettez trop de pression sur le personnel, vous en payerez l'addition un jour. Dans des accidents de travail dramatiques, mais aussi à travers les tensions sociales, comme l'a démontré l'an passé la grève chez le manutentionnaire Swissport », précise Frank Moreels, secrétaire fédéral de l'UBT.

Si vous observez les aéroports, vous y trouverez un exemple de chaque évolution négative de notre marché du travail. Ainsi, les entreprises sont « hachées » en pièces pour placer les travailleurs dans les commissions paritaires les moins favorables possible.

Les entreprises de manutention acceptent des contrats qu'elles savent à perte, uniquement pour pouvoir gagner des parts de marché. Ensemble, les deux manutentionnaires (Swissport et Aviapartner) à l'aéroport ont enregistré presque 20 millions d'euros de pertes l'an passé. Résultat : le personnel doit se plier en quatre pour accomplir le travail, avec du matériel usé jusqu'à la corde.

C'est une évolution qui fait également surface ailleurs en Europe. Aux Pays-Bas, les récits chez les manutentionnaires sont très similaires et en Allemagne, les salaires réels des nouveaux travailleurs ont été réduits d'un quart.



Erwin De Deyn, président du SETCa, pointe le dumping social dans les compagnies aériennes : « certaines entreprises inscrivent leur personnel navigant dans des pays fiscalement favorables pour échapper à la législation sociale belge. Cela amène le problème du dumping social dans notre pays non pas en camion, mais en avion ».

RESPECT DES DROITS SOCIAUX FONDAMENTAUX

« La bataille concurrentielle à l'aéroport se déroule actuellement sur le dos des travailleurs. Pourtant, la solution existe : des accords en matière de droits sociaux fondamentaux. Une grande responsabilité incombe ici aux employeurs. Ces dernières années, ils se montrent plus que réticents à conclure à des accords », ajoute Erwin De Deyn.

Le secrétaire de l'UBT, F. Moreels, souligne aussi le problème spécifique des pertes d'emplois dues à la perte de contrats des « manutentionnaires » : « Nous voulons trouver d'urgence une solution en la matière. Il arrive régulièrement que le contrat de l'un des deux manutentionnaires soit soufflé par l'autre. Lorsque ces contrats sont résiliés, des très nombreux travailleurs perdent leur emploi. Mais le « reprenneur » du contrat n'est pas obligé de reprendre les travailleurs avec leurs conditions de travail et de rémunération. Il faut régler cela d'urgence, soit par la voie légale, soit par le biais de la concertation sociale ».

L'UBT et le SETCa continuent en tout cas à s'opposer à l'ouverture de la licence de manutention à plus de deux acteurs à Zaventem. Cela ne profiterait pas à la paix sociale à l'aéroport, au contraire.

TBAC (le gestionnaire de l'aéroport à Zaventem), et par extension les gestionnaires des autres aéroports belges, peuvent encore apporter leur contribution en aidant à créer des conditions sociales équitables. Ainsi, ils peuvent par exemple investir eux-mêmes dans la sécurité.

CONTACT PRESSE UBT ET SETCA :

Erwin De Deyn, Président SETCa : +32 475 27 31 33

Frank Moreels, Secrétaire fédéral UBT : +32 475 24 38 96